



Règlement de consultation

(RC)

**Date limite de réception des offres:
4 mars 2024 à 12h**

Marché Public de service prestation intellectuelle

SYNDICAT MIXTE À LA CARTE DU *PARC NATUREL RÉGIONAL DU DOUBS HORLOGER*

Prefiguration d'un Observatoire des savoir-faire

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

- 1.1. DESCRIPTION DES PRESTATIONS
- 1.2. LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS
- 1.3. FORME DU MARCHE
- 1.4. DÉCOUPAGE DES PRESTATIONS
- 1.5. DÉLAI D'EXÉCUTION
- 1.6. VARIANTES

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 2.2. ORGANISATION DU MAITRE D'OUVRAGE
- 2.3. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION
- 2.4. JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA PROCÉDURE
- 2.5. LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS
- 2.6. ORGANISATION DE LA CONSULTATION
 - 2.6.1. Dossier de consultation
 - 2.6.2. Visite du site ou des locaux
- 2.7. ATTRIBUTION DES PRESTATIONS
- 2.8. MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION
- 2.9. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES
- 2.10. MARCHES NÉGOCIÉES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PASSÉS ULTÉRIEUREMENT

ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES OFFRES

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

ARTICLE 5 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

- 5.1 CRITÈRES D'ATTRIBUTION
- 5.2 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La présente consultation a pour objet l'exécution de la prestation suivante :

- Préfiguration d'un observatoire des savoir-faire.

Cette prestation est indépendante. Il n'est pas prévu de marché "aval" qui lui soit directement lié.

Les besoins du maître d'ouvrage sont détaillés dans le document: cahier des clauses techniques particulières.

1.2. LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Syndicat mixte à la carte du Parc naturel régional du Doubs Horloger
18 rue du Couvent
25210 Les Fontenelles

1.3. FORME DU MARCHE

Marché à procédure adaptée ouverte, Elle est soumise aux articles L2123-1 et R2123-1 et R2123-4 et R2131-12 du code de la Commande Publique du 1^{er} avril 2019
Il s'agit d'un marché ordinaire

1.4. DÉCOUPAGE DES PRESTATIONS

Les prestations sont scindées en 3 phases:

- Phase 1: Un benchmark des observatoires existants
- Phase 2: La constitution de la base de données
- Phase 3: La préfiguration d'un observatoire des savoir-faire

1.5. DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution de la prestation est fixé dans le cahier des clauses administratives particulières et ne peut en aucun cas être modifié.

1.6. VARIANTES

Le marché pourra comporter des éléments de mission complémentaires dont la nécessité et la pertinence seront appréciées au stade de la négociation du marché.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. MAITRE DE L'OUVRAGE

Au sens de l'article 2 du CCAG, le maître d'ouvrage est le maître de l'ouvrage pour le compte

duquel les prestations d'études et prestations de conseils sont exécutées. Le représentant du maître d'ouvrage est le représentant dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage est :

- Le syndicat mixte à la carte du Parc naturel régional du Doubs Horloger
18 rue du Couvent
25210 Les Fontenelles

•

Le représentant du maître de l'ouvrage, signataire du marché, est :

- M. Denis LEROUX

2.2. ORGANISATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Les principes d'organisation du maître d'ouvrage sont définis comme suit :

Le maître d'ouvrage de l'étude est le syndicat mixte à la carte du Parc naturel régional du Doubs Horloger par son Président, Denis LEROUX.

Le suivi technique sera assuré par Lola COPIN, chargée de mission évaluation, suivi et observation au Parc naturel régional du Doubs Horloger

2.3. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation ouverte, lancée par un Pouvoir Adjudicateur, est organisée selon une procédure adaptée, en application des dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

2.4. JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA PROCÉDURE

Sans objet.

2.5. LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS

Sans objet

2.6. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.6.1. Dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Règlement de consultation; (RC)
- Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles ;
- Cahier des clauses techniques particulières ; (CCTP)
- La décomposition du prix global et forfaitaire

Il est téléchargeable sur la plateforme: marches-securises.fr

2.6.2. Visite du site ou des locaux

Sans objet

2.7. ATTRIBUTION DES PRESTATIONS

La même entreprise peut présenter plusieurs offres pour le marché en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

2.8. MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

2.9. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé dans l'avis d'appel public à la concurrence

2.10. MARCHES NÉGOCIÉES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PASSÉS ULTÉRIEUREMENT

Sans objet.

ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES OFFRES

Réponse à la consultation

Le prestataire établira un devis détaillé correspondant au coût de la prestation dans son ensemble, faisant apparaître le nombre de journées de travail, les coûts journaliers supplémentaires du ou des intervenant(s) ainsi que les frais annexes. Chaque étape devra faire l'objet d'un chiffrage séparé.

Les montants ainsi proposés seront forfaitaires, fermes et définitifs, et incluront l'ensemble de la prestation telle que définie dans le cahier des charges.

La réponse à la consultation comprendra également :

- la méthodologie proposée pour répondre à la présente consultation,
- un échéancier,
- les références du bureau d'étude dans ce domaine,
- la composition de l'équipe qui réalisera l'étude et les intervenants nominatifs,

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :
A => Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R 2143-3 et 4 du code de la

Commande Publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

B => Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et annexe	Non

La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Une note méthodologique	Non

La note méthodologique devra préciser pour chacune des phases :

1/ Les modalités opérationnelles proposées pour la conduite des études, et en particulier la méthode envisagée pour élaborer des orientations stratégiques et spatialisées

2/ Les rendus de fin des différentes parties de la mission et rendus intermédiaires (nombre, périodicité et formes) envisagés

3/ le nombre, la qualité et les compétences des personnes mobilisées, notamment du chef de projet et le temps que chacune d'elles consacre à l'étude,

4/ le calendrier détaillé d'intervention du prestataire.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont remises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou remises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres sont remises dans les conditions suivantes :

- ♦ Transmission par voie électronique obligatoire sur la plate-forme: www.marches-securises.fr (la transmission sur support papier n'est pas autorisée)
- ♦ Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles : Word, EXCEL, PDF, ...
- ♦ Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique de l'offre n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.
- ♦ Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.
- ♦ Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS ou « eIDAS ». Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.
- ♦ Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les offres devront parvenir à destination au plus tard pour le 4 mars, avant **12h 00**.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire prévues à l'article 3 A ci-dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L 2152-1 à 5 et R 2152-1 et 2 du code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée. Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

5-1 CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de pourcentages :

Valeur technique	60 /100
Prix global des prestations	40 /100

Les offres sont notées sur 100 points (30 points représentant 30% de la notation finale), par addition des notes obtenues pour chacun des critères.

Critères		Sous-critères	Note sur
1	Valeur technique	Date de commencement de la mission et échéancier provisoire.	5
2	Valeur technique	Nombre de personnes affectées à la mission et diplômes.	10
3	Valeur technique	Nombre globale de journées de travail.	15
4	Valeur technique	Référence sur des projets similaires et résultats obtenus, réalisations...	15
5	Valeur technique	Descriptif de la méthode de travail (le prestataire veillera à être clair et exhaustif).	15
Total sur			60

Méthode de notation des critères qualitatifs:

Chaque critère ou sous-critère qualitatif fait l'objet d'une évaluation de 0 à 5 appréciée selon l'échelle de notation suivante :

0	Proposition insuffisante ou parcellaire, complète incompréhension ou informations hors sujet
1	Proposition peu satisfaisante
2	Proposition partiellement adaptée, mais présence d'observations
3	Proposition correcte/adaptée, présence de quelques observations
4	Proposition satisfaisante/bien adaptée, standard élevé
5	Proposition très satisfaisante/parfaitement adaptée, standard très élevé

L'évaluation par demi-point est possible.

Les notes pour chaque critère et sous critère qualitatifs, sont déterminées de la manière suivante :

$C^*(Na/5)$

Dans laquelle :

C est le coefficient de pondération affecté au critère considéré (ou sous critère le cas échéant).

Na est l'évaluation attribuée au critère (ou sous critère le cas échéant).

Exemple, si un critère est noté sur 20 points :

Un candidat A qui obtient une évaluation de 4/5 obtiendra la note de 16 au critère.

Un candidat B qui obtient une évaluation de 3/5 obtiendra la note de 12 au critère.

5.2 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise, dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande du maître d'ouvrage, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 46 du code des marchés publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

À tout moment le maître d'ouvrage peut mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande à l'adresse suivante : lola.copin@parcdoubshorloger.fr

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.
Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.
Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 BESANCON CEDEX 3
Tél : 03 81 82 60 00
Télécopie : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 BESANCON CEDEX 3
Tél : 03 81 82 60 00
Télécopie : 0381826001
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://besancon.tribunal-administratif.fr>

Document établi le 10 janvier 2024,